



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5951>

Dernière expulsion avant la trêve hivernale ?

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Roms -



Date de mise en ligne : mardi 31 octobre 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par le Collectif Romeurope 94.

LIMEIL BRÉVANNES - LUNDI 30 OCTOBRE 2017.

Ce matin 7 heures 30 un nombre impressionnant de policiers nationaux et municipaux est venu sur le terrain pour expulser le bidonville de la route de la Ballastière à Limeil Brévannes.



Deux chiens berger allemand muselés accompagnaient les policiers municipaux armés jusqu'aux dents. Du jamais vu !! Avec flash ball et tout l'équipement qui va avec pour expulser une centaine de personnes résignées à partir !!

Surveillaient les opérations deux élus de la mairie, une personne du CCAS, une photographe du service de la communication à qui nous avons demandé de respecter le droit à l'image des enfants et de leurs parents et donc de ne pas les photographier sans leur accord, un membre du Cabinet de la Maire et quelques autres personnes des services de la municipalité. Tous, assumant parfaitement cette ignoble opération d'expulsion avec les arguments habituels qui ne convainquent qu'eux.

Les différents recensements établis par les services de police, de la mairie, et de la plateforme AIOS, signalaient 90 personnes. Cependant compte tenu des expulsions partout en Ile de France il y avait sur ce bidonville près de 120 personnes. Dès 7 heures 30 la policière roumaine accompagnant la police française dans cette opération pressait les familles de partir. Lors de l'arrivée de la personne de la préfecture avec les propositions de mise à l'abri ne restaient que 45 personnes. 43 d'entre elles (enfants compris) ont bénéficié pour trois jours d'un hôtel, soit un tiers des personnes présentes sur ce bidonville. Et la mairie dans son immense générosité, constatant qu'un couple âgé restait sur le carreau a décidé de leur payer trois jours d'hôtel.

La trêve hivernale pour les squats et bidonvilles commence demain soir pour quelques mois. Quel bénéfice la

préfecture retire de ces expulsions à tour de bras depuis mi août ? En effet les personnes évacuées ce matin qui sont sans hôtel vont aller grossir les bidonvilles existants ou en recréeront d'autres. Elles ne disparaîtront pas de l'espace public urbain dans lequel elles vivent depuis de nombreuses années dans notre département. **Elles ne se déplacent pas, elles sont déplacées contraintes et forcées par des expulsions.** Et c'est cette politique absurde et incohérente qui permet aux maires des communes telles que celle de Limeil-Brévannes de stigmatiser ces familles auprès de la population en provoquant des réunions publiques contre elles, en parlant de « prolifération », en accrochant dans la ville des banderoles pour dénoncer leur présence.

Nous sommes déterminés avec les familles à faire respecter les droits des personnes à vivre dignement, en sécurité.

Nous demandons que cessent les politiques d'exclusion qui entraînent le racisme, la discrimination et la xénophobie, et que des décisions politiques courageuses soient mises en place pour que les enfants et leurs parents s'insèrent dans notre société, dans laquelle ils souhaitent vivre.

Collectif Romeurope 94